

Madagascar : la grâce de la planche à billets

Les Afriques – 07/12/09

C'est la planche à billets qui permet à l'Etat de s'en sortir, analyse, Jaona Ravaloson, aujourd'hui conseiller en investissement international.

Les Afriques : Quelle était la situation économique de Madagascar quand la crise politique a éclaté ?

Jaona Ravaloson : A l'instar des pays émergents et de l'ensemble du continent africain, Madagascar a bénéficié d'une croissance relativement élevée (de l'ordre de 4% à 5% par an) jusqu'en 2008. Les moteurs de la croissance ont été les investissements en infrastructures, les grands projets miniers, le redémarrage de l'agriculture, le tourisme et les exportations de produits intensifs en main-d'œuvre. Donc, statistiquement, la situation économique s'était améliorée sous l'ère Ravalomanana. Il n'y a pas de doute là-dessus. Mais, toute la question est de savoir comment pérenniser une telle dynamique favorable. Car il faut plusieurs années, voire des décennies, de tendance haussière de l'activité économique pour enrayer la pauvreté de masse. Or, la croissance est trop volatile à Madagascar. La crise politique de 2002, qui avait permis à Ravalomanana d'arriver au pouvoir, s'était soldée par une chute du PIB de l'ordre de 15%. L'instabilité politique qui a présidé à la sortie du pouvoir de Ravalomanana se traduit à nouveau par un sévère marasme. Le principal défi n'est donc pas économique, mais politique. Il consiste en ceci : comment disposer d'institutions et de règles de gouvernance qui ne menacent pas et qui ne prennent pas en otage l'économie ? Comment établir des contre-pouvoirs effectifs, qui limitent la capacité de nuisance des dirigeants qui abusent de leur position dominante au point de provoquer soit une lassitude de la population, soit un ras-le-bol, se terminant toujours par un renversement du pouvoir.



Pour Jaona Ravaloson, proche de la mouvance Zafy,
« *L'Etat use et abuse des émissions de bons
du Trésor et de la planche à billets* ».

LA : Quelles sont les conséquences de la crise actuelle ?

JR : L'acquis de croissance et de développement de ces cinq dernières années est considérablement amoindri. Une grande précarité prévaut.

LA : Comment l'Etat s'en sort-il ?

JR : L'Etat, contrairement aux crises de 1991 et 2002, n'est pas paralysé par des grèves, hormis quelques dysfonctionnements. Il a pu assurer son train de vie grâce à la réaffectation des lignes budgétaires réservées au Sommet de l'Union africaine, qui était prévu en juillet dernier. Par ailleurs, il use et abuse des émissions de bons du Trésor et de la planche à billets.

« Statistiquement, la situation économique s'était améliorée sous l'ère Ravalomanana. Il n'y a pas de doute là-dessus. Mais toute la question est de savoir comment pérenniser une telle dynamique favorable. »

Pour le secteur public, qui est quand même le plus gros employeur du pays, un relatif confort est ainsi préservé. Mais, pour les autres entités, c'est une situation de fragilité économique et sociale qui s'aggrave de jour en jour. Les entreprises privées fonctionnent à la moitié de leur capacité. Les zones franches exportatrices subissent une baisse des commandes et multiplient le chômage technique ou le chômage tout court. Le secteur hôtelier et touristique a totalement perdu la saison 2009.

LA : Comment les forces sociales (syndicats) réagissent-elles ?

JR : Les réactions les plus visibles émanent des zones franches, où des dizaines de milliers d'emplois sont menacés. La prise de conscience des syndicats des menaces sur l'emploi et le pouvoir d'achat a poussé plusieurs d'entre eux à militer dans les organisations de la société civile favorables à une médiation et à une sortie de crise négociée. Une grande maturité et une preuve de sagesse rarement relayées par la classe politique !

LA : Etes-vous optimiste ou pessimiste pour l'avenir de l'île ?

JR : Comme disait quelqu'un de célèbre, Madagascar est un pays à potentiel et le restera. Ce qu'affirmait Churchill sied bien aussi à Madagascar : « *Réussir, c'est aller d'échec en échec sans perdre son enthousiasme.* » Malheureusement, la seule à être enthousiaste de manière permanente, à Madagascar, est la classe politique. La population et les agents économiques ne trouvent aucun plaisir dans ces crises politiques répétitives.

Source : <http://www.lesafriques.com/actualite/madagascar-la-grace-de-la-planche-a-billets.html?Itemid=89?article=209050>